N°983

du 30 DECEMBRE 2016

Pour la Patrie

L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.5 Participation du Togo à la CAN 2013 :

Enfin le rapport...officiel! Guy Lorenzo promet des poursuites

P.3 Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes / Bilan des activités 2016

Réduction de la pauvreté au Togo, une réalité

Victoire D. Tomégah-Dogbé, Ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes

P.2 Beaux-livres

Jésus revient

P.7 Après une augmentation en septembre 2016

L'activité industrielle a baissé de 37,4 % en octobre

P.4 En vue de l'exploitation du manganèse de Nayéga et de l'ilménite à Alokoègbé

Deux nouveaux contrats miniers envisagés en 2017

P.3 Dans l'objectif de se conformer aux directives de l'UEMOA

L'effectivité des budgets programmes repoussée en 2019

PA-LUNION.com

L'actualité nationale et internationale en vrai

24h/24

www.pa-lunion.com

Prix: Togo, Bénin, Burkina: **250CFA** Zone CFA: **300 F** Europe et autres pays: **1 euro --- Abonnement:** Contacter **22 61 35 29 / 90 05 94 28**

AZIMUTS INFOS

Un ordinateur optique ultra-rapide grâce aux neurones ?

Grâce à des puces neuromorphiques photoniques, les ordinateurs de demain pourraient réagir comme un cerveau humain, et ce tout aussi rapidement. Pourtant, même si des chercheurs de Princeton (États-Unis) ont aujourd'hui fait un pas de plus vers un ordinateur optique compétitif - plus économiquement que techniquement- la route s'annonce encore longue.

Reproduire les comportements du cerveau humain, c'est l'objectif ultime des spécialistes de l'intelligence artificielle. Pour l'atteindre, ils se reposent sur le concept de " réseau neuronal " qui, à l'image de notre cerveau, connecte des objets élémentaires -- les neurones formels -- pour résoudre des problèmes complexes. Dans la pratique, un tel réseau se construit au cœur d'un ordinateur, sous la forme d'un algorithme. L'un des avantages du réseau neuronal, c'est qu'il est, comme notre cerveau, flexible et doué d'apprentissage.

Ainsi, les puces bio-inspirées -- autrement appelées puces neuromorphiques -- visent à reproduire dans le silicium ce qui se passe à l'état naturel dans notre cerveau. La question qui reste encore posée est celle de la vitesse de réaction de telles puces. Toutefois, des chercheurs de l'université de Princeton (États-Unis) pourraient détenir une réponse intéressante. Ils ont en effet mis au point la toute première puce neuromorphique photonique capable de calculs à très grande vitesse.

L'idée d'un ordinateur optique est dans les esprits depuis plusieurs décennies, car utiliser des photons comme support de l'information à la place des électrons présenterait un certain nombre d'avantages. Ainsi, lorsque des électrons se déplacent dans des solides, leur vitesse est limitée. Ces déplacements provoquent des dégagements de chaleur. Or, pour augmenter la vitesse de calcul d'un ordinateur -- et le nombre de calculs qu'il peut réaliser --, il faut aussi augmenter les vitesses de déplacement des électrons. Résultat : la chaleur dégagée est encore plus intense et les performances des puces électroniques s'en voient limitées. Un problème qui pourrait être surmonté grâce à l'ordinateur optique.

L'ordinateur optique sauvé par les réseaux de neurones

L'ennui, c'est que les ordinateurs optiques coûtent cher. Trop cher?! Alors, ils restent encore aujourd'hui cantonnés à des marchés de niche, comme le traitement de signaux analogiques que seules les puces photoniques peuvent réussir à satisfaire. Cependant, les réseaux neuronaux pourraient ouvrir de nouvelles perspectives en la matière.

Le cœur du problème est la difficulté d'imaginer un système optique dans lequel chaque nœud présente des caractéristiques de réponse semblables à celles d'un neurone. Chaque nœud?? Dans la pratique, de petits guides d'ondes circulaires sculptés dans un substrat de silicium et qui permettent à la lumière de circuler dans le réseau. Chaque nœud fonctionne sur une longueur d'onde bien définie selon la technique de multiplexage par division d'onde. Puis, les longueurs d'onde sont additionnées avant d'être injectées dans un laser. La sortie laser est quant à elle renvoyée vers les nœuds afin de créer un circuit de rétroaction non linéaire. L'équipe de l'université de Princeton a pu démontrer que l'introduction de cette non-linéarité permet d'imiter le comportement des neurones tout comme le font les réseaux de neurones récurrents à temps continu qui sont aujourd'hui classiquement utilisés. Ainsi, les puces neuromorphiques photoniques pourraient profiter pleinement de toutes les avancées déjà réalisées de ce côté.

Par exemple, les chercheurs de Princeton ont sollicité un réseau de 49 nœuds photoniques pour résoudre un certain type d'équation différentielle. Ils ont obtenu des résultats près de 2.000 fois plus rapidement qu'avec un réseau neuronal classique. De quoi, peut-être, convaincre ceux qui restaient encore sceptiques. Cependant, l'avenir des puces neuromorphiques photoniques dépend aussi des développements à venir sur les plus classiques (mais encore innovantes) puces neuromorphiques électroniques. En effet, pour devenir compétitives, les premières devront largement surpasser les secondes en performances?

Liberté d'expression

L'écrivaine Asli Erdogan devant la justice turque

Neuf intellectuels, parmi lesquels l'écrivaine Asli Erdogan, comparaissent à Istabul, devant la justice turque dans le cadre de l'affaire du putsch raté du 15 juillet dernier. La reclusion à perpétuité a été requise contre l'écrivaine.

Compte de la popularité des prévenus, le pouvoir a plutôt attribué une salle exiguë histoire d'éloigner les diplomates et les organisations internationales désireuses de suivre l'équité du procès.

Sur le banc des accusés figurent une écrivaine, une linguiste, deux journalistes. En tout, huit prévenus risquent la perpétuité pour leurs articles ou pour leur soutien déclaré au quotidien Özgür Gündem, réputé favorable à la rébellion kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre l'Etat turc depuis plus de trente ans. Cinq sièges seront vides, ceux des accusés qui ont eu le temps de fuir avant le coup de filet de la police cet été. Les quatre autres – l'auteure Asli Erdogan, la linguiste Necmiye Alpay, les journalistes Inan Kizilkaya et Zana Kaya – sont en détention préventive depuis la mi-août.

Ecrivaine de renom

La réclusion à perpétuité a été requise contre Asli Erdogan (sans lien de parenté avec le président turc), écrivaine de renom dont les romans ont été traduits en plusieurs langues. Elle est accusée d'avoir attenté « à l'intégrité de l'Etat » par ses chroniques et d'être « membre d'une organisation terroriste » – le PKK. Ces charges détonnent avec la personnalité de cette femme trop indépendante pour supporter la moindre étiquette.

« Asli a toujours été du côté des exclus. Petite, elle ramassait tous les chats errants du quartier pour les mettre à l'abri chez elle pendant les intempéries. Son engagement n'a rien d'idéologique, elle est comme ça, son caractère l'exige. Voici dix-huit ans qu'elle publie des chroniques dans différents journaux d'opposition en Turquie avec ce même esprit, or elle n'a jamais été condamnée une seule fois. Asli n'a pas changé. En revanche, la Turquie a changé », explique Aysegül Tozeren, amie de longue date de la nouvelliste.

Elle sera au tribunal, la tête pleine de questions. Car Asli Erdogan n'a pas été vue depuis le 17 août, lorsque des policiers cagoulés sont venus la chercher à son domicile, à Istanbul, pour l'emmener à la prison de

Bakirköy. Quelles séquelles aura laissées la détention sur cette femme de 49 ans à la santé fragile, très angoissée de nature ? « Son état de santé est stable, elle se prépare psychologiquement à son procès. Sera-t-elle libérée ? », s'interroge Özcan Kiliç, l'avocat du journal Özgür Gündem. « Je veux croire qu'elle le sera, et les autres avec elle, parce qu'ils n'ont fait qu'écrire », avance Aysegül Tozeren.

Tête de gondole depuis sa détention

Asli Erdogan n'était jamais allée en prison auparavant. Elle en avait pourtant décrit dans un roman, Le Bâtiment de pierre, publié en Turquie en 2010, puis en France en 2013 (Actes Sud), les tourments d'une femme hantée par son séjour derrière les barreaux aux côtés de militants, d'intellectuels et d'enfants des rues, un univers rythmé par les violences, la torture, les cris. En dénonçant la violence institutionnelle, elle ravive les traumatismes récents vécus par le pays au moment des putschs militaires (1960, 1971, 1980) ou lors de la « sale guerre » qui embrasa les régions kurdes au début des années 1990, caractérisée par l'emploi d'escadrons de la mort, les assassinats extrajudiciaires, les disparitions.

Ses livres, dont Le Bâtiment de pierre, ne se sont jamais aussi bien vendus que pendant sa détention. Les soutiens sont mobilisés. Des soirées informelles sont organisées, au cours desquelles ses textes sont lus. « Depuis quand met-on les écrivains en prison ? », s'insurge Nilgün, qui y est assidue.

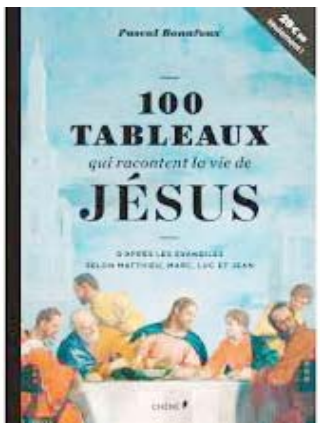
Beaux-livres

Jésus revient

L'historien de l'art Pascal Bonafoux éclaire les néophytes avec 100 tableaux qui racontent la vie de Jésus.

Les peintres ont souvent représenté la vie de Jésus, mais ils ont parfois pris des libertés avec les Évangiles. Que sait-on de la naissance de Jésus ? A-t-elle vraiment lieu dans une étable en présence du bœuf et de l'âne ? Les panneaux de bois moyenâgeux de l'Église Saint-Martin de Zillis, comme La Nativité de Cranach l'Ancien (1520) représentent bien l'enfant-Jésus dans une crèche avec les deux animaux. Pourtant le texte canonique ne dit que peu de choses sur l'épisode : « Elle enfanta son fils premier-né, elle l'enveloppa de langes et elle le coucha dans une crèche (…) » (Luc, 2) Une crèche, c'est-à-dire une mangeoire pour le bœuf et l'âne. La présence du bœuf et de l'âne dans la crèche n'est en réalité mentionnée que dans l'Évangile du pseudo-Matthieu qui ne fait pas partie des Livres Saints. Et il n'est question d'« étable » que dans ce même texte, une étable dans laquelle Marie se serait rendue « deux jours après la naissance du Seigneur », pour déposer le Christ dans la crèche.

L'historien de l'art Pascal Bonafoux nous dresse une fresque composée de 100 tableaux qui racontent la vie de Jésus. L'idée de ce travail de recherche a germé trente ans plus tôt dans l'esprit de ce spécialiste de l'autoportrait et vise à pallier les lacunes du public contemporain. Car ces images nous délivrent des messages qui, trop souvent, ne sont plus en mesure d'être reconnus, faute de références adéquates. Pascal Bonafoux est athée et il n'est pas question dans ce livre d'exégèse théologique, mais de mettre en lumière l'interprétation que l'image fait du texte.



L'iconographie chrétienne est mise en rapport avec les quatre Évangiles canoniques. Son organisation rigoureuse, suit la progression des textes, de l'Annonciation à l'Ascension. Des mosaïques du premier siècle aux grands maîtres de la peinture, chaque page confronte image, texte biblique et commentaire.

Une gravure sur bois, La Visitation (1929), de Käthe Koowitz, une artiste allemande du XXe siècle, représente Marie, enceinte de Jésus, qui pose une main tendre sur le ventre d'Élisabeth, dont elle vient d'apprendre par l'archange Gabriel qu'elle est elle-même enceinte. Le noir des figures aux paupières baissées semble suggérer bonheur de l'annonce et présage funeste. Plus loin, l'auteur questionne le choix de Rembrandt de peindre le silence dans Siméon et l'Enfant-Jésus dans ses bras (1661). Alors âgé de 112 ans, Siméon comprend peut-être la parole de l'Esprit Saint qui l'avait assuré «qu'il ne verrait pas la mort avant d'avoir vu le christ du Seigneur».

Ici, les explications fournies par un écrit du IVe siècle Histoire de l'enfance de Jésus éclairent davantage que l'Évangile de Luc sur le sens qu'Albrecht Dürer donne à la scène de Jésus parmi les docteurs (1506). Tandis que les doctes prêtres tiennent leur Ancien Testament, les mains de Jésus sont libres car il n'a pas besoin de livre pour enseigner le sens caché du texte. «C'est l'assurance de Jésus qu'il lui faut mettre en évidence, le fait que sa parole ne saurait être contestée.»

Magazine Littéraire

Pascal Bonafoux, : 100 tableaux qui racontent la vie de Jésus, d'après les Évangiles selon Matthieu, Marc, Luc et Jean, Pascal Bonafoux, Éditions du Chêne, 260 p., 29,90 euros

L'UNION
Pour la Patrie
Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses
Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC
Siège: Wuiti - Nkafu
Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28
e-mail: patrie006@yahoo.fr
Casier N° 60 / M.P.
Impression
Groupe de presse L'Union
Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON
Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI
Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA
Service photographie
Roland OGOUNDE
Dessin-Caricature
LAWSON Laté
Graphisme
BOGLA Guillaume

Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes / Bilan des activités 2016

Réduction de la pauvreté au Togo, une réalité

Etonam Sossou

Le ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes a passé en revue ses actions au titre de l'année 2016 ; le 27 décembre à Lomé. Plusieurs domaines ont été examinés au cours de l'atelier en occurrence les infrastructures socio-communautaires et économiques; l'accès à la finance inclusive; les emplois temporaires et durables créés pour les jeunes et les filets sociaux.

Pour le compte de l'année 2016, le Ministère s'était fixé quatre priorités à savoir: l'amélioration du cadre et des conditions de vie des communautés à la base, la mise en œuvre du Plan Stratégique National pour l'Emploi des Jeunes et du Plan d'Action Opérationnel de la Politique de la Jeunesse, la Promotion de la finance inclusive et la Promotion de l'artisanat. Toujours en 2016, le ministère a mis en œuvre plusieurs actions qui ont abouti à l'amélioration du cadre et des conditions de vie des communautés à la base, l'inclusion financière des populations à faible revenu, la promotion de la jeunesse, l'appui à l'emploi et l'entreprenariat des jeunes, et la promotion de l'artisanat…

Amélioration des conditions de vie des communautés à la base

390 infrastructures sociocommunautaires et économiques ont été mises en place, notamment : 153 bâtiments scolaires, 58 forages, 120 infrastructures marchandes, 6 unités de soins périphériques, etc. ; 1400 groupements ont été accompagnés pour des Activités Génératrices de Revenus; 1 900 Comités de Développement à la Base (CDB) ont été renforcés pour leur structuration; 88 000 élèves bénéficie de repas chaud dans le cadre de l'alimentation scolaires ; 20 700 enfants sont bénéficiaires des transferts monétaires.

L'inclusion financière

Plus de 135 000 nouvelles personnes ont bénéficié des trois produits du FNFI en l'occurrence l'APSEF, l'AGRISEF et l'AJSEF. Au total 700 000 personnes sont touchées par le FNFI depuis janvier 2014. Environ 217 000 crédits ont été renouvelés, en 2016, pour un montant de plus de 18 milliards de FCFA. Plus encore un produit assurance est créé au profit des bénéficiaires du FNFI qui se font soigner dans les centres de santé publics et couvrent leurs activités soient en cas d'évènements malheureux.

Victoire D. Tomégah-Dogbé, Ministre du Développement à la base, de l'artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes

Promotion de la jeunesse et l'emploi des jeunes

Les différentes structures telles que le FAIEJ, le PRADEB et l'ANVT ont permis de créer plus de 8 300 emplois durables essentiellement en faveur des jeunes et 11 400 emplois temporaires, à travers principalement les travaux de haute intensité de main d'œuvre. 5830 jeunes ont reçu des appuis en termes de formation, équipements et de financements du PRADEB et FAIEJ. Près de 2400 nouveaux volontaires ont été mobilisés par l'Agence Nationale du Volontariat. 550 entreprises ont été créées par les jeunes à travers le FAIEJ et le PRADEB. Les activités socioéducatives organisées par le ministère ont mobilisé 50.000 jeunes.

Le secteur de l'artisanat

1600 maîtres artisans ont été formés en entreprenariat et sur d'autres thématiques techniques. 500 artisans ont participé aux différentes foires nationales et internationales pour la promotion et la valorisation des produits artisanaux.

Au finish, le taux d'exécution moyen de la lettre de mission du ministère, s'établit à environ 90% avec un taux de décaissement de 91%. Plusieurs éléments sont à la base de ces résultants satisfaisants: le Suivi des résultats des actions; l'innovation pour mieux répondre aux besoins des populations à la base ; la proximité avec les populations ; la recherche maximum de synergie ; la mobilisation des ressources ; l'engagement pour relever des défis encore plus importants.

Dans le cadre du suivi des résultats des actions, des visites de terrain sont fréquemment organisées pour évaluer les progrès réalisés, rencontrer et discuter avec les bénéficiaires des différents projets. En matière d'innovations pour mieux répondre aux besoins des populations à la base, le Projet d'Appui à l'Employabilité et à l'Insertion des Jeunes dans les Secteurs Porteurs (PAEIJ SP), lancé en avril 2016, va créer les conditions d'une croissance économique plus inclusive à travers le renforcement de l'employabilité des jeunes et la promotion de l'entreprenariat, par l'approche chaine-de-valeur et le développement de groupes agro-industriels ;

Pour optimiser la proximité avec les populations, le Ministère a durant cette année encore renforcé sa présence sur le terrain à travers l'opérationnalisation des antennes régionales de l'ANADEB. Pour la recherche d'une meilleure synergie d'action en faveur du développement, le ministère a organisé en novembre dernier, en collaboration avec le Ministère chargé des enseignements primaire et secondaire et celui de l'agriculture, le premier forum national sur l'alimentation scolaire, évènement qui a connu la participation de tous les principaux acteurs et des délégations étrangères provenant de huit (8) pays.

Pour mieux accompagner les populations à la base, deux importantes conventions ont été signées par le Ministère cette année, en l'occurrence celles entre ANADEB et le PUDC pour un montant de 2,1 milliards F CFA et aussi avec le PAM pour la mise en place des écoles d'excellence pour un montant annuel de 337 millions FCFA et pendant trois ans. Le Ministère a donc au titre de l'année 2016, mobilisé un montant de plus de 10 milliards de F CFA.

Les perspectives de 2017

Le Ministère prévoit pour 2017, poursuivre la mise en place des microprojets d'infrastructures socio-collectives et économiques qui seront renforcés à travers la convention avec le PUDC ; Renforcer les filets de protection sociale avec en priorité la protection et l'épanouissement des enfants et l'intégration socio -économique des personnes vulnérables ; Renforcer l'inclusion économique et financière des populations vulnérables en maintenant l'importance conférée à l'autonomisation économique des femmes et des jeunes et des agriculteurs ; Intensifier les moyens d'actions en faveur de l'épanouissement, de l'entreprenariat, de l'employabilité et de l'emploi des jeunes.

Dans l'objectif de se conformer aux directives de l'UEMOA

L'effectivité des budgets programmes repoussée en 2019

Late Pater

Comme prévu, les députés togolais, réunis en séance plénière le 27 décembre 2016, ont adopté la loi de finances 2017 qui s'équilibre en recettes et en dépenses à 1.227.423.312.000 francs Cfa, soit une progression de 21,61% par rapport au budget initial de 2016 et de 5,9% par rapport au collectif budgétaire 2016. Ce budget général dégage un besoin de financement additionnel nul. Et c'est à l'occasion de l'étude parlementaire que les élus du peuple ont appris que le Togo ne tiendra pas dans le délai en ce qui concerne l'effectivité de l'innovation des budgets programmes. En effet, selon la loi organique n°2014-013 relative aux lois de finances du 27 juin 2014, en son article 85, les Etats de l'Uemoa ont jusqu'au 1er janvier 2017 pour procéder à l'application intégrale de certaines innovations introduites dans ladite loi, notamment les budgets programmes. «*Le Togo, tout comme les autres pays de l'Uemoa, n'étant pas totalement prêt pour 2017, sa feuille de route du cadre légal des finances publiques prévoit la mise en œuvre effective de ces dispositions en 2019*», répond l'Exécutif. Et de préciser que la loi de finances, gestion 2017, consacre une mise en œuvre partielle des budgets programmes, avec le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle et la mise en œuvre progressive de la nouvelle nomenclature budgétaire de l'Etat et du plan comptable de l'Etat. Le Togo est donc en phase transitoire ; la réforme nécessite beaucoup de préalables dont, entre autres, la reconfiguration du système intégré de gestion des finances publiques (SIGFiP) et le renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs. «*Les budgets programmes sont élaborés dans tous les ministères. La seule difficulté réside dans le fait que le volet informatique n'est pas encore complètement opérationnel*», ajoute le pouvoir de Lomé. Aussi une équipe d'informaticiens est-elle en mission afin de s'enquérir des pratiques dans certains pays de la sous-région. Encore qu'il faut, en parallèle, actualiser les audits stratégiques et organisationnels menés en 2009 et 2012 afin que les ministères et institutions soient formés et prêts pour la mise en œuvre de la réforme.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que le retard n'est pas exclusivement togolais. Car, à l'exception du Burkina Faso, les autres Etats membres ne pourront pas respecter l'échéance de 2017.

A terme, le budget de l'Etat ne doit plus être voté par service administratif, mais plutôt par programme et par dotation. Chaque ministère et institution peut avoir 2 à 6 programmes au maximum ; chaque programme sera décliné au maximum en 5 actions et chacune d'elles comprendra au plus 10 activités ; chaque activité est déclinée en tâches sur la base desquelles les coûts sont évalués. Le budget programme permettra ainsi de rapprocher les ressources sollicitées des résultats réalisés et d'avoir une meilleure appréciation des dépenses publiques à budgétiser. Le programme est défini comme un ensemble d'objectifs spécifiques auxquels sont associés des actions regroupant des activités et/ou des projets, accompagnés de moyens et de mesures (indicateurs) suivant des critères de domaine d'activités économiques (branche, filière, secteur…) ou de groupes cibles (femmes, jeunes, personnes âgées, chômeurs…) ou de territoire (région, préfecture, commune…) ou de services administratifs obéissant à une logique de cohérence d'ensemble.

Sani Yaya, Ministre de l'Economie et des Finances

Le budget programme est un outil de l'approche gestion axée sur les résultats, avec l'introduction d'un nouvel acteur dans la gestion des programmes : les responsables de programme. Dans ce sens, les ministres et présidents d'institution deviendront des ordonnateurs des crédits de leur budget. Sur la base des objectifs généraux fixés par le ministre sectoriel, le responsable de programme détermine les objectifs spécifiques, affecte les moyens et contrôle les résultats des services chargés de la mise en œuvre du programme. Il s'assure du respect des dispositifs de contrôle interne et de contrôle de gestion. Désormais, les gestionnaires publics disposent de plus de souplesse dans la gestion des moyens financiers et humains. La fongibilité est instaurée : les crédits constituent des plafonds de dépense qui s'imposent dans l'exécution de la loi de finances aux ordonnateurs de crédits et aux comptables, mais ces derniers peuvent, en cours d'exécution et en informant le ministre des finances, modifier la nature des crédits pour les utiliser s'ils sont libres d'emploi (les crédits de personnel, pour majorer les crédits de biens et services, de transferts ou d'investissements ; les crédits de biens et services et de transfert, pour majorer les crédits d'investissements). Les crédits de personnel sont assortis de plafonds d'autorisation d'emplois rémunérés par l'Etat. Le but est d'offrir une latitude accrue pour atteindre les objectifs assignés aux gestionnaires publics en minimisant les obstacles techniques et institutionnels. De facto, le responsable de programme devient le chargé de la conception, de l'exécution et du suivi du budget de son programme sous l'autorité du ministre ou du président d'institution. Ce qui lui permet de disposer de tous les leviers pour faire aboutir les politiques publiques.

En vue de l'exploitation du manganèse de Nayéga et de l'ilménite à Alokoègbé

Deux nouveaux contrats miniers envisagés en 2017

Jean Afolabi

La loi de finances rectificative, gestion 2016, a indiqué une diminution des recettes non fiscales, principalement due, concernant la baisse des revenus des domaines, au non démarrage des activités de certaines sociétés minières et à la résiliation de contrats pour d'autres. Ce qui ne veut nullement dire que la tendance baissière doit être reportée en 2017. Et pour preuve, la loi de finances 2017 mentionne que le nouveau cycle quinquennal accordera une grande attention aux secteurs minier et des télécoms ainsi que le Port autonome de Lomé au regard du rôle moteur qu'ils jouent dans la croissance économique. Du coup, le ministère des Mines annonce aux députés que «*deux nouveaux contrats miniers sont envisagés en 2017 avec la Société Générale des Mines (SGM) pour l'exploitation du manganèse de Nayéga dans la localité de Naki-Est (préfecture de Kpendjal) si les négociations pour le retrait du droit conventionnel sur le manganèse aboutissaient avec MM MINING ; et GLOBAL MERCHANTS pour l'exploitation d'ilménite dans la localité d'Alokoègbé (préfecture de Zio) si elle obtenait le certificat de conformité environnemental auprès de l'Agence nationale pour la gestion de l'environnement (Ange) et si l'étude de faisabilité était acceptée par le ministère des Mines et de l'énergie et celui de l'Economie et des finances*».

Parallèlement, il se confie que la situation des sociétés qui n'ont pas démarré leurs activités en 2016 restera inchangée en 2017. Il s'agit des sociétés SATEM pour expiration du permis de trois ans alors qu'elle devait exploiter le gneiss dans la localité d'Adankpé-Kpévé (préfecture de Zio) ; CEMAT pour expiration du permis de trois ans et faute d'étude d'impact environnemental alors qu'elle devait exploiter le gneiss dans la localité de Kpéi (préfecture de Zio) ; GEA pour expiration du permis de trois ans alors qu'elle devait exploiter le gneiss dans la localité de Bolou-Logboénou (préfecture de Zio) ; et ADEOTI pour renonciation au permis car, n'ayant pas obtenu le marché d'aménagement du tronçon Tsévié-Tabligbo, elle n'a pas trouvé l'intérêt d'exploiter le gneiss dans la localité d'Adidokpo-Kpessoukpé (préfecture de Zio). L'Autorité a aussi récemment déclaré avoir résilié les contrats de trois autres sociétés minières : CARMAR TOGO (exploitation du gneiss dans la localité d'Adidokpo (préfecture de Zio) qui a renoncé au permis pour faute de marché pour la vente du produit, associé de problèmes financiers ; MM MINING (exploitation du fer dans le Bassar) dont les activités sont suspendues pour cause de baisse des prix du fer sur le marché; et GLOBAL MERCHANTS (exploitation du grenat à N'gbafo-Gamé (préfecture de l'Ogou) pour faute de marché pour la vente du produit.

Marc Dédériwè Bidamon Ably, Ministre des Mines et de l'Energie

En rappel, les exportations du secteur extractif représentaient 22% du total des exportations en 2014 et le Togo a tiré 4% de ses recettes totales des activités minières. Jusqu'en juillet dernier, Keras Resources plc, précédemment Ferrex Plc, disait maintenir dans son portefeuille global, comme actif de classe, le projet de manganèse Nayega au nord Togo, et attendre avec impatience le permis minier qui tarde à lui être délivré. «*Quoique notre projet de manganèse de Nayega au Togo reste encore un actif important dans notre portefeuille, nous ne sommes pas en mesure de le faire avancer avant l'obtention du permis minier*», avait expliqué Brian Moritz, président non exécutif de la compagnie cotée à Londres. Ajoutant que les discussions sont activement engagées avec les autorités du ministère togolais des Mines pour faire évoluer la demande dans le sens de l'obtention, au plus vite, du permis recherché. Keras Resources détient 85% d'intérêt dans le projet Nayega, renfermant 14 millions de tonnes de ressources à 12,4% de manganèse, dont le gisement principal est long de 2,2 km et large de 500 m avec une épaisseur moyenne de 3,3 m. Le projet porte sur cinq licences d'exploration qui couvrent au total 92.390 ha à Nayega, région des Savanes dans le nord du Togo, et s'offre, avec ses gisements à faible profondeur, pour une exploitation à ciel ouvert. Keras Resources table, dans son plan minier, sur une production low-cost de 250.000 tonnes à une concentration de 38% de manganèse par an, dans la première phase de développement du projet.

La rédaction de votre journal vous souhaite une bonne et heureuse année 2017

Initiative «Energie Durable pour Tous» hébergée par la BAD

L'Autorité publique s'active pour l'atteinte des objectifs

En septembre 2011, le Secrétaire général des Nations unies a lancé l'Initiative «Energie durable pour tous» (dite en anglais Sustainable Energy for All, SE4All par acronyme), dans le but d'atteindre trois objectifs à l'horizon 2030 : assurer un accès universel à des services énergétiques modernes ; doubler le taux global d'amélioration de l'efficacité énergétique ; et doubler la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique global. L'Afrique joue un rôle de premier plan dans la mise en œuvre de SE4All. Hébergée par la Banque africaine de développement (BAD), la Plateforme africaine de SE4All a été officiellement lancée lors des Assemblées annuelles de la BAD à Marrakech, en mai 2013, en partenariat avec la Commission de l'Union africaine, l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). «*La plateforme africaine de l'Initiative Énergie durable pour tous joue un rôle déterminant dans la conclusion de partenariats transformateurs nécessaires pour faire de l'accès à l'énergie pour tous une réalité*», comme l'a souligné le président de la BAD et membre du Conseil consultatif de SE4All, Akinwumi Adesina.

Pour la mise en œuvre de cette initiative, il est recherché pour le Togo les services d'un spécialiste en énergie dans le but particulier de contribuer: à l'amélioration du cadre institutionnel du secteur pour faciliter de futurs investissements, y compris du secteur privé; ceci permettant au Togo d'atteindre les objectifs de SE4ALL ; au renforcement des capacités des acteurs du secteur. L'efficacité énergétique constitue un volet important tant du point de vue du cadre institutionnel que des actions à déployer pour la maitrise de la demande d'énergie et son utilisation rationnelle. Les actions dans ce domaine restent relativement limitées au Togo, estime-t-on au cabinet international MWH, qui vient d'intégrer Stantec, et qui boucle le 10 janvier prochain un avis international d'appel à manifestation d'intérêt à cet effet. L'expert en efficacité énergétique appuiera le programme dans le domaine institutionnel et règlementaire ainsi que dans la conception des politiques d'efficacité énergétique et de leur mise en œuvre.

La Plateforme africaine de SE4All a pour mission de coordonner et de faciliter la mise en œuvre de l'Initiative sur le continent africain. Elle promeut une approche inclusive et globale de la mise en œuvre de SE4All dans les 44 pays africains qui y ont adhéré, et œuvre à ce que l'Afrique se l'approprie pleinement. La Plateforme donne des orientations aux gouvernements africains et aux acteurs de l'énergie, fournit une assistance technique, encourage la communication et la constitution de réseaux de contacts et contribue à la mobilisation des ressources. En étroite collaboration avec les différents partenaires impliqués, la Plateforme africaine aide en outre à définir les processus d'action de SE4All à l'échelle nationale et contribue à modeler l'Initiative au plan mondial. Elle a ainsi dirigé la mise au point du modèle de l'Agenda d'action et a œuvré à ce qu'il soit adopté comme le cadre général du développement du secteur de l'énergie, de sorte de garantir une cohérence et les synergies nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Initiative SE4All.

À la mi-2016, les Agendas d'action de SE4All et les Prospectus d'investissement sont en cours d'élaboration, respectivement dans 28 et 18 pays d'Afrique. Ils sont développés à travers un processus mené avec de multiples intervenants : acteurs gouvernementaux, partenaires au développement, secteur privé et société civile. Sollicitée par plusieurs gouvernements, la Plateforme a fourni une assistance technique directe à plus de 10 pays africains, afin de les aider à faire avancer leurs programmes d'action nationaux SE4All. En 2015, la Plateforme africaine a aussi entrepris de déployer le Programme de développement du marché de mini-réseaux verts, en collaboration avec le Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA) aux fins d'encourager l'adoption des mini-réseaux comme une solution intégrale pour améliorer l'accès à l'énergie en milieu rural.

ÉNERGIE DURABLE POUR TOUS
PLATEFORME AFRICAINE

Besoin de liquidités bancaires à 7 jours, d'une semaine à l'autre

Une nouvelle hausse du montant injecté dans les banques du Togo cette semaine

Dans le cadre de ses adjudications hebdomadaires, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) a procédé, valeur 27 décembre 2016, à une injection de liquidités d'un montant de 2 150,000 milliards, la totalité du montant mis en adjudication. Les banques et établissements du Togo s'adjugent 248,424 milliards, contre 223,797 milliards une semaine plus tôt, 98,107 milliards il y a deux semaines. L'opération arrive à échéance le lundi 02 janvier 2017, indique la Banque centrale. Le taux marginal et le taux moyen pondéré se sont situés respectivement à 4,2500% et 4,3295%.

Au total, soixante établissements bancaires des huit places de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) ont participé à l'opération. Les établissements de la Côte d'Ivoire et du Bénin s'adjugent respectivement 598,247 milliards et 460,221 milliards. Ils sont suivis par ceux du Mali avec 386,500 milliards, du Togo avec 248,424 milliards, du Burkina Faso avec 241,757 milliards, du Niger avec 104,908 milliards et du Sénégal avec 96,422 milliards. La Guinée-Bissau fait 13,521 milliards.

D'après la Banque centrale, le montant moyen des soumissions hebdomadaires sur le marché des adjudications est passé de 2.775,7 milliards en septembre 2016 à 2.777,7 milliards en octobre 2016, soit une hausse de 0,07%. Quant au montant moyen retenu au terme des adjudications du mois sous revue, il est ressorti à 2.087,5 milliards en octobre 2016, après une réalisation de 2.037,5 milliards en septembre 2016. Le taux moyen pondéré sur le guichet hebdomadaire est ressorti à 3,44% en octobre 2016, contre une réalisation de 3,26% le mois précédent.

Participation du Togo à la CAN 2013

Enfin le rapport ... officiel ! Guy Lorenzo promet des poursuites

Guy Madjé Lorenzo, le Ministre de la Communication, de la Culture, des Sports et de la Formation Civique a indiqué jeudi que des mesures sont en train d'être prises pour le recouvrement des sommes gardées par les gens par devers eux dans le cadre de la participation du Togo à la Coupe d'Afrique des Nations, Afrique du Sud 2013.

Hervé A.

Guy M. LORENZO, Ministre en charge du Sport

Quatre ans après la participation du Togo à la Coupe d'Afrique des Nations, Afrique du Sud 2013, le gouvernement togolais a procédé jeudi à la présentation du rapport d'audit sur la gestion des fonds mobilisés pour soutenir les Eperviers.

Les chiffres présentés par le cabinet IIC de l'ex Ministre Nathalie Bitho se résument en recettes à 2.257.416.370 FCFA, en dépenses à 2.886.385.107 FCFA et en pertes à 628. 968. 737 FCFA dont plus de 163 millions non identifiés.

Dans ces pertes, on relève notamment le paiement de plus de 70 millions de FCFA à Jet Aviation Group pour un avion qui devait rapatrier l'Equipe nationale togolaise après son élimination en quarts de finale (devant le Burkina Faso 0-1). Un avion dont on n'a jamais vu le museau !

Selon Madame Bitho Nathalie, "*la perte est due à une organisation non efficiente*". Elle a par ailleurs révélé les difficultés rencontrées lors de l'audit en raison de manque de pièces justificatives de plusieurs dépenses et de traçabilité des services.

Mais ces manquements ne vont pas restés sans conséquences, assure Guy Lorenzo qui présidait la conférence de presse. "*Le gouvernement ne cultive pas l'impunité, il va prendre ses responsabilités en demandant au juge de dire le droit*", a-t-il insisté.

Le retard criard accusé dans la publication du rapport d'audit de la CAN 2013 a un peu plombé la mise en place des nouveaux comités ad'hoc pour la participation du Togo à la Coupe d'Afrique des Nations, Gabon 2017 pour laquelle les Eperviers se sont qualifiés sur le fil.

Guy Lorenzo a profité de la présentation de ce rapport pour faire le point sur les préparatifs des Eperviers pour cette échéance et promet surtout la présentation du rapport de l'Audit de la participation du Togo à la CAN 2017 pour le 17 juillet 2017, soit six mois après la compétition.

Quatre comités ont été mis en place par le gouvernement, notamment le Comité du Supervision, le Comité d'organisation, le Comité de mobilisation des fonds et le Comité de gestion des fonds pour assurer la bonne préparation et la bonne participation des Eperviers.

"*Tous les comités ont l'obligation de rendre leurs comptes avec toutes les pièces probantes. Le gouvernement va commettre un nouveau cabinet pour l'audit. Le rapport définitif de l'audit sera publié le 17 juillet 2017, car nous souhaitons la transparence dans le cadre de la gestion de notre pays, il y a des pratiques qui ne peuvent plus perdurer*", a-t-il rassuré.

Carlos Tévez signe au Shanghai Shenhua

Durant sa deuxième saison avec la Juventus Turin, l'attaquant ne manquait pas une occasion de rappeler que l'Argentine lui manquait terriblement et qu'il souhaitait y terminer sa carrière. Mais voilà, à 32 ans, Carlos Tévez va de nouveau changer de club et rejoindre la Chine.

Comme annoncé officiellement par Boca Juniors et le Shanghai Shenhua, il s'est engagé avec la formation chinoise. "Boca Juniors est parvenu à un accord avec Shanghai Greenland Shenhua pour le transfert de Carlos Tévez, respectant la volonté du joueur de continuer sa carrière footballistique dans le pays asiatique", peut-on lire sur le site officiel de Boca, qui ne laisse pas de place au doute quant au désir du joueur.

Et forcément, comme très souvent avec la Chine, c'est le salaire proposé au joueur qui a fait pencher la balance. Si aucun montant n'a filtré officiellement, la presse argentine évoquait ces derniers jours un salaire astronomique de 40 M• par saison. Ce qui ferait de Carlos Tévez le joueur le mieux payé au monde, devant Cristiano Ronaldo et Lionel Messi, mais aussi les autres stars du championnat chinois que sont Lavezzi et depuis peu Oscar.

Carlos Tévez n'a pas su refuser une telle proposition (il touchait moins de 2 M• par saison à Boca) et va donc découvrir le 7e club de sa carrière, après Boca Juniors, les Corinthians, West Ham, Manchester United, Manchester City et la Juventus Turin. Il retrouvera à Shanghai l'entraîneur uruguayen Gustavo Poyet ou encore les attaquants Demba Ba et Obafemi Martins.

TRANSFERT

Pour Adebayor, Louis Nicollin dit non !

Recalé par l'Olympique Lyonnais à l'automne, Emmanuel Adebayor est annoncé à Montpellier par les médias. Mais surprise, le président du club montpelliérains n'en veut pas.

Passé par le FC Metz et l'AS Monaco, Emmanuel Adebayor (32 ans) pensait faire son retour en Ligue 1 cet automne, du côté de l'Olympique Lyonnais. Les Gones, alors à la recherche d'un attaquant, ont creusé la piste menant à l'attaquant, libre de tout contrat depuis la fin de son aventure à Crystal Palace, allant même jusqu'à le recevoir pour un entretien au sommet. Finalement, après avoir recruté le jeune Jean-Philippe Mateta (19 ans), l'OL stoppait les négociations, laissant le Togolais sur le marché.

Mardi, L'Équipe assurait en effet dans son édition du jour que Montpellier étudie sérieusement son profil en vue du mercato d'hiver. Frédéric Hantz lui-même l'avait confié au quotidien sportif. " *Du fait de l'indisponibilité de (Casimir) Ninga (rupture des ligaments croisés du genou), il me paraît utile de prendre un bon attaquant pour améliorer nos résultats. Si c'est Adebayor, je ferai le maximum pour qu'il soit le meilleur possible. Si c'est un autre, je ferai… la même chose*", a confié le coach héraultais.

Seulement, si le technicien montpelliérain ouvre la porte à l'arrivée de l'ancien d'Arsenal, de Manchester City, de Tottenham ou du Real Madrid, sa direction, elle, se montre plus sceptique sur cette option. " *Nous, on n'a pas trop envie. On a assez dépensé de sous cette année* ", a lâché le président du MHSC Louis Nicollin dans les colonnes du journal. Le patron pailladin préférerait en effet d'abord régler un autre dossier, le chantier de la défense centrale avec la succession ouverte de Vitorino Hilton (37 ans), avant de penser à d'autres secteurs de jeu.

Par ailleurs, la participation d'Adebayor à la prochaine Coupe d'Afrique des Nations (14 janvier-5 février 2017) avec les Éperviers pose évidemment question. À court de rythme, le longiligne buteur compte en effet sur cette compétition pour se remettre à niveau, physiquement d'abord. Montpellier, de son côté, aurait besoin d'un élément disponible et efficace d'entrée de jeu. Alors, les pensionnaires de La Mosson iront-ils au bout de cette idée ? La concurrence est rude sur le coup, puisqu'il dispose par ailleurs d'options en Chine et en Espagne.

Debuchy lance un appel du pied à l'OM

En délicatesse avec son entraîneur Arsène Wenger à Arsenal, Mathieu Debuchy se dit séduit par le projet de l'Olympique de Marseille, aujourd'hui dirigé par Rudy Garcia, son entraîneur du temps de Lille. Blessé (il sera de nouveau opérationnel en janvier) et mis au placard chez les Gunners, Mathieu Debuchy souhaite vivement quitter Arsenal où il est arrivé en 2014 en provenance de Newcastle. Dans les colonnes du journal L'Equipe du jeudi, le latéral français, aujourd'hui âgé de 31 ans, offre ses services à l'OM.

"*Une porte de sortie. J'ai envie de relever un nouveau challenge, de me remettre dans le bain, de faire tout simplement mon métier correctement*", explique-t-il, avant d'assurer qu'un retour en France ne lui déplairait pas. "*Non, la preuve avec mon passage à Bordeaux, qui m'a énormément plu. Il faudra voir ce qui se présente.*" Prêté la saison dernière aux Girondins de Bordeaux, Debuchy avait alors évoqué un retour possible en équipe de France... Cette fois, le latéral droit ne s'avance plus autant. Il souhaite simplement jouer. Reste à savoir si l'intérêt présumé de l'OM va se concrétiser ou pas. Le joueur, lui, est en tout cas tout à fait ouvert à un départ.

"*Honnêtement, je ne sais pas où ça en est. J'ai dit à mes agents de ne revenir vers moi que s'il y avait quelque chose de concret. Après, Marseille, ça reste Marseille. Même si les résultats ont été un peu difficiles, ça reste l'un des plus gros clubs de L1. En plus, il y a un beau projet qui est en train de se mettre en place avec un coach que je connais bien*", résume-t-il.

TUNISIE

Velud remplace Benzarti

Mardi, l'Etoile du Sahel a annoncé le départ de l'entraîneur Faouzi Benzarti après deux ans et demi de collaboration fructueuse. Dans la foulée, le cador tunisien a indiqué qu'il a mis la main sur l'entraîneur du TP Mazembe, Hubert Velud, pour le remplacer.

Immenses chamboulements mardi soir dans le microcosme du football africain ! Moins de deux mois après avoir décroché la Coupe de la CAF avec le TP Mazembe, Hubert Velud quitte les Corbeaux de Lubumbashi. Le technicien français rejoint l'Etoile du Sahel, qu'il avait éliminée en demi-finale de la compétition. A Sousse, il remplace Faouzi Benzarti.

A la surprise générale, le Tunisien a quitté son poste d'un commun accord quelques heures plus tôt. Alors qu'on le pensait assuré de rester en place après avoir échappé à sa suspension de deux ans, le technicien aura fait les frais de la mauvaise passe traversée par l'ESS avec une seule victoire lors des 5 derniers matchs de championnat. Alors que la formation étoilée n'a toujours pas assuré son billet pour les play-offs du championnat, charge à Velud de relancer la machine !

En poste depuis août 2014 et vainqueur de la Coupe de la CAF un an plus tard, Benzarti ne devrait pas avoir de mal à rebondir tant il constitue l'un des entraîneurs les plus côtés sur le continent. Un an après le départ de Patrice Carteron, le TP Mazembe s'apprête quant à lui à se remettre en quête d'un entraîneur capable de le maintenir sur les sommets.

Zidane homme de l'année !

Vainqueur de la Ligue des champions dès sa première saison avec le Real Madrid, Zinedine Zidane a été élu homme de l'année par le quotidien Marca.

Zinedine Zidane n'a pas été élu entraîneur de l'année par l'IFFHS, qui lui a préféré Diego Simeone, lequel n'a pourtant rien remporté en 2016, à l'inverse de "*Zizou*", vainqueur notamment de la Ligue des champions moins de six mois après ses grands débuts sur le banc du Real Madrid. Et c'est pourquoi le quotidien madrilène Marca, lui, a décidé de mettre à l'honneur le Français en lui décernant le titre d'homme de l'année.

Tout a commencé, pour Zidane, le 4 janvier, jour de sa nomination à la place de Rafael Benitez. Sous sa direction, après quelques premières semaines timides, le Real s'est relancé au printemps, pour remporter cette fameuse "*Undecima*", la onzième C1 de l'histoire du club, tout en échouant à un petit point du FC Barcelone en Liga, après avoir compté jusqu'à 12 points de retard sur le leader. Et cette saison, c'est bien le Real qui mène le championnat espagnol, et qui a garni son palmarès avec une Supercoupe d'Europe et une Coupe du monde de clubs.

Au total, Zidane n'a perdu que 2 rencontres sur 53 avec le Real Madrid, qui reste sur 37 matches sans défaite, record du club et série en cours. Mais au delà des chiffres, c'est la façon dont "*Zizou*" a redonné vie à ce Real moribond et déséquilibré sous Benitez qui a impressionné Marca. Avec l'aura de l'immense joueur qu'il a été, Zidane a "*redonné la foi*" aux Merengue.

En octobre, d'après le Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse

Baisse de 60% du commerce ouest-africain de céréales, le Togo importateur de sorgho et de niébé

Jean Afolabi

En octobre, le volume total des céréales et grains échangés a connu une chute de 60%, à 16 135 tonnes (t) contre 40 163 t en septembre, pour une valeur estimée à 4 910 899 de dollars, rapporte le Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse (Cilss) dans son dernier rapport. Le maïs demeure la denrée agricole la plus commercialisée dans la région, avec pour principaux exportateurs les pays côtiers et le Burkina Faso. En effet, les nouvelles récoltes sont disponibles dans le Sahel, réduisant ainsi leurs importations, rapporte le portail ouest africain Commodafrica. La quantité totale du maïs commercialisée a été de 9 599 t contre 33 713 tonnes le mois précédent, mais le prix moyen régional a augmenté de 29%, à 211 dollars la tonne. Le Niger a été le plus grand importateur de maïs, avec 40% du volume total d'importation sous-régional, suivi par le Burkina Faso (22%), le Mali (21%), le Sénégal (12%) et la Mauritanie (3%).

Le commerce du mil a aussi baissé, à 1 466 tonnes contre 2 242 tonnes en septembre (-35%) avec un prix régional moyen de (366 dollars). Le Nigeria a exporté 72% du volume régional et le Burkina Faso 28%, tandis que les principaux pays importateurs étaient le Bénin, le Ghana et le Niger

Toujours en octobre, 2 035 tonnes de sorgho ont été commercialisées dans la région contre 1 956 tonnes en septembre, soit une augmentation de +4%. Le Nigeria (1 033 tonnes, +30%) et le Burkina Faso (1 002 tonnes, -14%) ont été les principaux exportateurs. Les principaux pays importateurs ont été le Niger avec 66% du volume total, le Bénin avec 16%, le Togo avec 15% et 3% pour le Ghana. Le prix moyen de la tonne de sorgho a baissé de 6%sur le plan régional, à 328 dollars contre 348 dollars.

Les quantités de riz étuvé commercialisées dans la région sont passées de 942 tonnes en septembre à 599 t en octobre 2016, soit une baisse de -36%. Le Bénin a exporté vers le Nigeria et le Burkina Faso a exporté vers le Mali. Le prix moyen à l'exportation sur le plan régional a été de 657 dollars la tonne contre 617 dollars le mois précédent.

Au total, 2 435 tonnes de niébé ont été commercialisées en octobre contre 1 449 t le mois précédent, soit une hausse de +68%. Le Burkina Faso a été le seul pays exportateur, tandis que le Ghana a importé 68% du total, suivi du Bénin avec 24% et du Togo avec 8%. Le prix moyen de la tonne de niébé sur le plan régional était de 529 dollars contre 642 dollars le mois précédent.

Fêtes de fin d'année

Togo Cellulaire fait remémorer Bethlehem et remercie ses abonnés

Comme dans ses habitudes, la société togolaise leader de téléphonie mobile plante une fois encore le décor.

Maurille AFERI

Ce 23 décembre, les feux se sont allumés à la place dite «Fontaine Lumineuse». C'est le Directeur Commercial et Marketing de Togocel, M. Ago-Bazaa Bawbady, qui a appuyé sur l'interrupteur de démarrage des lumières. Et c'était simplement féérique. « *Comme vous le constatez, nous venons de donner un coup d'envoi aux festivités de fin d'année… Nous avons voulu comme à l'accoutumé répondre présent en faisant cette décoration à terme. Vous savez aujourd'hui c'est devenu une tradition pour Togocellulaire de créer une ambiance pour des évènements qui réunissent tout le peuple togolais.*»

M. Ago-Bazaa Bawbady de l'inauguration

Les décors sont réalisés selon les évènements et chaque présente sa spécificité et son innovation, comme l'a exprimé M. Ago Bazaa, «*Chaque année il y a des thèmes qu'on développe autour de la fête de la nativité, et cette année particulièrement nous avons représenté Jérusalem. Et je crois que les visiteurs auront à apprécier. J'invite tous les enfants à faire le déplacement accompagnés de leurs parents…*». Ce dernier a été soutenu par le Chef section marketing, Mme Reine Ali-Tiloh Tchakpélé,

qui a précisé «*comme Togocellulaire sait bien le faire, nous avons voulu innover, sortir un peu des sentiers battus et nous avons représenté ici l'histoire même de la naissance de Jésus. Vous allez constater que nous avons la crèche avec Jésus, Marie et Joseph ; nous avons les rois mages… tout le cadre qui représente l'histoire de la naissance de Jésus, et dans un ton traditionnel cette année.*»

M. Ago a profité de l'occasion pour remercier tout le peuple togolais, particulièrement la clientèle pour le soutien et l'appui qu'elle apporte à la société leader, en ces termes «*J'aimerais à travers cette opération dire un sincère merci à tout le peuple togolais, à nos abonnés, grâce à eux nous sommes leader.*»

LONATO

Une année s'achève, une page se tourne et un nouveau chapitre commence !

La **LONATO** *vous souhaite une année 2017, riche en joie, bonheur, réussite, Santé et prospérité !*

Bonne et heureuse année 2017.

Après une augmentation en septembre 2016

L'activité industrielle a baissé de 37,4% en octobre

Late Pater

Selon une publication de l'Institut national de la statistique (Inseed), l'activité industrielle a baissé en octobre 2016, après l'augmentation observée en septembre 2016. En effet, entre septembre et octobre, l'indice corrigé des jours ouvrables (CJO) passe respectivement de 142,1 à 88,9, soit une baisse de 37,4%. La baisse enregistrée résulte des baisses observées dans les branches *«production et distribution d'électricité et de gaz»* (81,6%), *«fabrication de produits en caoutchouc ou en matière plastique»* (2,3%), *«fabrication de meuble, activité de fabrication nca»* (16,8%), même si on note une forte augmentation de la production dans la branche *«production divers des industries extractives»* (3347,3%). En glissement annuel, la production industrielle enregistre une hausse de 0,1%.

Dans les détails, l'activité dans l'industrie extractive connait une hausse de sa production en octobre, après la chute observée en septembre 2016. Au cours de la période sous revue, l'indice CJO passe de 2,8 en septembre à 94,8 en octobre, soit une hausse de 3347,3%. Cette hausse de l'activité dans la branche est principalement fonction de la hausse enregistrée dans la sous-branche *«extraction de phosphates et de sels de potassium naturels»* où l'indice passe de 0 en septembre à 93,05 en octobre. En octobre, l'activité de fabrication de produits alimentaires et de boissons connait aussi une hausse de sa production. L'indice CJO ayant passé de 115,54 en septembre à 134,65 en octobre 2016. L'indice brut, quant à lui, augmente de 18,7% au cours de la même période. La hausse de l'activité de cette branche est fonction de celle des sous-branches *«fabrication de boissons alcoolisées»* 26,1%, *«fabrication d'eau de table et fabrication de boissons non alcoolisées»* 1,1%; *«fabrication de produits laitiers et de glace»* 8,8%; *«fabrication de pain et de pâtisserie fraiche»* 14,2% ; *«abattage, transformation et conservation des viandes»* 6,6%. En glissement, l'indice de la branche connait une hausse de 15,7% pour l'indice CJO et de 21,6% pour l'indice brut.

Bernadette Legzim-Balouki, Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Secteur privé

L'activité de production chimique enregistre, en octobre 2016, une hausse de 192,9%. L'indice CJO passe de 82,9 au mois de septembre 2016 à 242,85 au mois d'octobre. Cette hausse est essentiellement imputable à la sous-branche *«fabrication de parfums et de produits de toilette»* (193,2%), même si les sous-branches *«fabrication d'autres produits chimiques de base»* et *«fabrication de fibres synthétiques»* enregistrent respectivement des baisses de 100% et de 52,3%. Par rapport à octobre 2015, l'activité de production chimique régresse de 27,9% pour l'indice CJO en octobre 2016 et de 31,6% pour l'indice brut. De son côté, l'activité de fabrication de verres, poteries et matériaux de construction progresse de 9,9% par rapport au mois de septembre 2016. Au cours de cette période, l'indice CJO passe de 75,4 à 82,83 respectivement de septembre à octobre 2016. L'indice brut, quant à lui, passe de 80,11 à 91,55 au cours de la même période. La hausse de la production dans cette branche est due à celle de la sous-branche *«fabrication de ciment, chaux et plâtre»* qui enregistre 9,9% d'augmentation de son activité en octobre 2016, pour l'indice CJO. Comparativement à octobre 2015, l'indice de la production industrielle de la branche progresse de 29,6% pour l'indice CJO et de 39,7% pour l'indice brut.

Par contre, l'activité de fabrication de produits en caoutchouc ou en matières plastiques baisse au cours du mois d'octobre 2016. En effet, l'indice CJO de la branche passe de 53,15 en septembre à 51,94 en octobre 2016, soit une baisse de 2,3%. En glissement annuel, l'activité industrielle de la branche baisse de 18,7% pour l'indice CJO et de 37% pour l'indice brut. L'activité de l'industrie de fabrication de meubles, activités de fabrication nca connait également une baisse de 16,8% pour les indices CJO et brut, par rapport à septembre 2016. La baisse de la production de cette branche est l'effet direct de la baisse constatée dans la sous-branche *«activité de fabrication diverse»* (16,7%). En glissement annuel, les indices CJO et brut de la branche régressent de 1,0%. En octobre, l'activité de production et distribution d'électricité et de gaz enregistre une importante baisse après des hausses consécutives enregistrées au mois de juillet, d'août et de septembre 2016. En effet, l'indice de la branche passe de 260,25 à 47,78 entre septembre et octobre 2016, enregistrant ainsi une baisse de 81,6% au cours de cette période. En glissement annuel, l'activité de la branche enregistre une baisse de 3,5%.

Enfin, en octobre 2016, l'activité de l'industrie métallurgique et de la fonderie reste constante après la légère hausse enregistrée en septembre 2016. L'indice CJO reste équivalent à celui de septembre 2016 (20,7). Cette constance de l'activité en septembre et octobre 2016 est imputable à celle de la sous-branche *«sidérurgie et première transformation de l'acier»* dont l'indice est resté constant (20,7) au cours de la période sous revue. En glissement annuel, on note respectivement une baisse de 69,5% et de 67,9% pour les indices CJO et brut.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1353
DE LOTO BENZ DU 21 Décembre 2016

La LONATO a procédé, mercredi 28 décembre 2016, au tirage N° 1354 de LOTO BENZ.
Lors du précédent tirage, des parieurs basés à Kara, Atakpamé, Adéta et Lomé ont remporté de nombreux gros lots.

La ville de Kara s'est démarquée par un lot de 1.200.000 F CFA gagné auprès de l'opérateur 10 026.

Les points de vente 20 033 et 4161 basés respectivement à Atakpamé et à Adéta ont recensé chacun un lot de 500.000 F CFA.

Dans la capitale, nous avons enregistré, deux lots de 500.000 F CFA, un lot de 750.000 F CFA, un lot de 1.000.000 F CFA et un lot de 1.250.000 F CFA auprès des opérateurs 6 921, 50 237, 50 134, 70 224 et 60 326.

Après le grand tirage régional du 29 juillet 2016, des gros lots restent encore à gagner au grattage et au tirage avec les tickets de la TCE 2016. Au grattage, vous pouvez gagner jusqu'à 500.000 FCFA.

Au tirage des gros lots sont encore à enlever :
- Pour la série K un lot de 1.500.000 F CFA.
- Pour la série Y un lot de 1.500.000 F CFA et un lot de 1.000.000 F CFA.

Alors n'hésitez pas ! Tentez votre chance en achetant à 200 F CFA vos tickets de la TCE 2016 dans les points de vente habituels (agences, postes de jeux sur ordinateur et auprès des vendeurs ambulants).

La remise des lots à Lomé se fera au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales.

Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !
BONNE CHANCE A TOUS !

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1354 de LOTO BENZ du 28 Décembre 2016

Numéro de base

61	14	89	68	88

Santé/ cancer de la femme dans le monde

5,5 millions de décès en 2030

Manque d'éducation ou de prévention et facteurs de risque en forte augmentation : plus de cinq millions de femmes mourront dans le monde d'un cancer en 2030 alertent deux études médicales.

Deux rapports alertent sur l'explosion des décès par cancers chez les femmes, liée en particulier au cancer du sein : les cancers pourraient ainsi tuer 5,5 millions de femmes chaque année dans le monde en 2030 contre 3,5 millions en 2012.

Ce chiffre, lié à l'augmentation et au vieillissement de la population, représenterait une hausse de près de 60 % en moins de deux décennies, selon une analyse de la Société américaine du cancer (ACS) rendue publique lors du congrès mondial du cancer réuni à Paris au début du mois. Le développement des cancers s'explique aussi par l'augmentation de la fréquence de *« facteurs de risque de cancer connus liés à la transition économique rapide comme l'inactivité physique, une mauvaise alimentation, l'obésité, et des facteurs reproductifs »*, comme par exemple le fait de procréer à un âge tardif, relève Sally Cowal de l'ACS qui a compilé ce rapport.

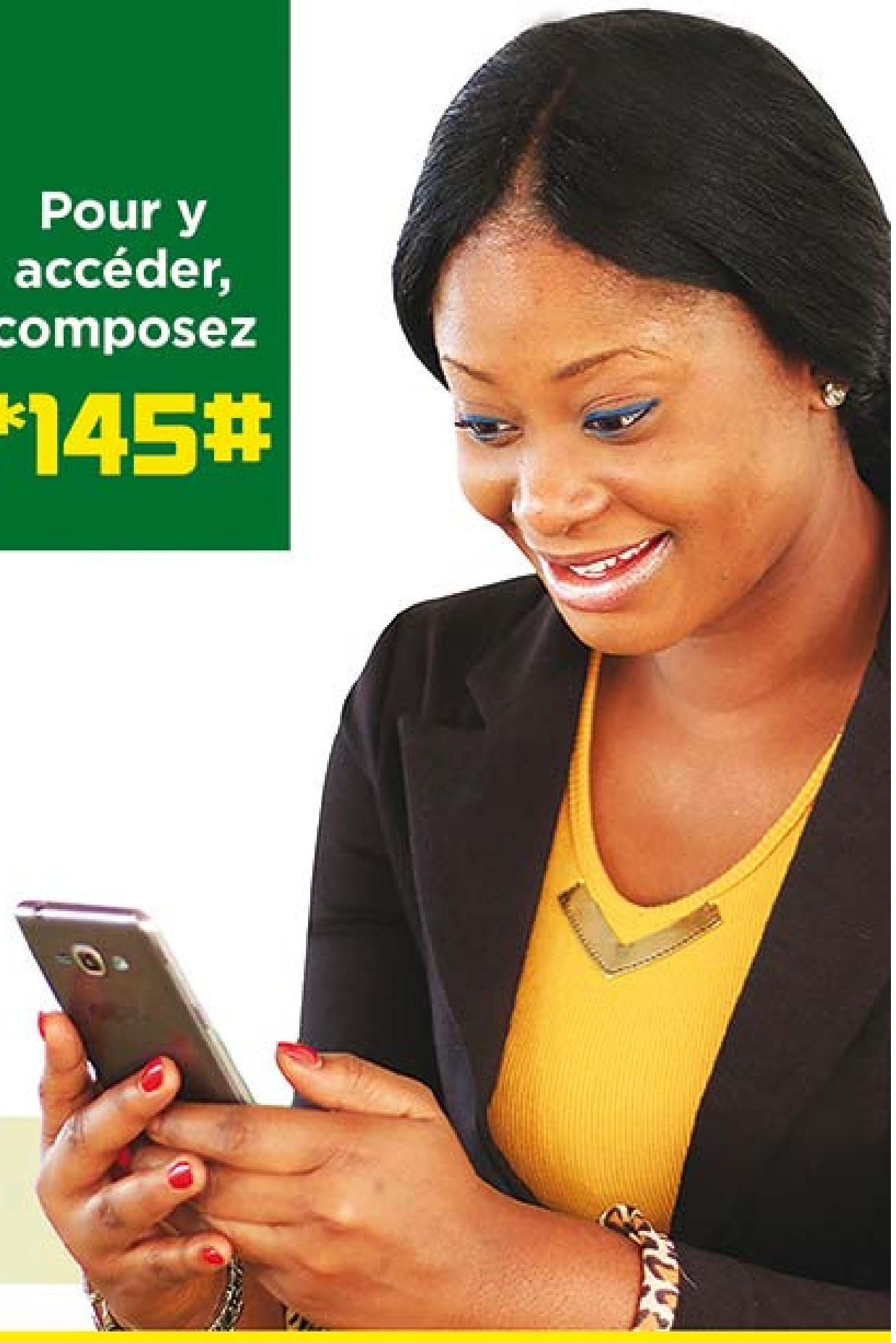
Des efforts accrus en matière d'éducation et de prévention sont essentiels pour endiguer ce fléau grandissant, responsable de la mort de 3,5 millions de femmes en 2012 (sur plus de 8 millions de morts au total), majoritairement dans les pays en développement

Dans un second rapport publié par la revue médicale *The Lancet*, également à l'occasion du congrès de Paris, des spécialistes avertissent qu'en 2030 le nombre de femmes diagnostiquées avec le cancer du sein pourrait presque doubler pour atteindre 3,2 millions par an (contre 1,7 million par an ces dernières années).

TMONEY

Transfert d'argent
Achat
Paiement

Pour y accéder, composez
*145#



Gérez tout via votre mobile !

✔ Simple ✔ Rapide ✔ Sécurisé

Souscription au service
gratuite

La banque émettrice
BTCI

TOGOCEL LE LEADER

service client : 888 www.facebook.com/Togocel www.twitter.com/togocel www.togocel.tg certifiée ISO 9001 et ISO 14001